



La Commune



Justice est faite !

Conseiller municipal : Daniel Petri | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Pour la troisième fois consécutive, le CCSA sera présent aux municipales, avec sa propre liste : 39 femmes et hommes. Une liste qui se compose de mères de familles, de jeunes travailleurs, de chômeurs, mal-logés ou habitants des cités HLM. Une liste composée en majorité d'habitantes et d'habitants issus de l'immigration. Une liste conduite par Daniel Petri, cheminot, syndicaliste et conseiller municipal depuis 2001, à la suite de Françoise Carrasquedo (1995 à 2001). Mais au moment où nous " bouclons " cette liste, le CCSA vient de gagner, sur le terrain juridique, une bataille démocratique de premier plan. +

Le maire d'Alfortville vient en effet d'être condamné par le Tribunal administratif de Melun pour avoir il y a deux ans, le 14 avril 2005, pris un arrêté municipal interdisant les manifestations les samedis devant la Mairie décidées par le CCSA et les mal-logés d'Alfortville. Par cet arrêté attentatoire aux libertés publiques, M. le Maire avait tenté d'empêcher les familles mal-logées de se rassembler devant l'Hôtel de Ville pour faire valoir leur droit à un vrai toit, un vrai bail en HLM. Il avait fait appel à la police pour tenter de nous intimider.

Cela se passait au printemps 2005. La municipalité ne voulait pas entendre ces familles de salariés et stigmatisait notre association, comme fauteur de trouble à l'ordre public. Quand cet arrêté anti-manif est tombé, personne n'a bronché. Ni le PC, ni le PS, ni les verts, ni l'extrême-gauche officielle (PT, LCR,). On attend encore leur protestation contre cette atteinte au droit de manifestation ... Pire, il était alors de bon ton de nous faire passer pour des trublions, des " jusqu'au-boutistes ", des fous furieux qui ne savaient pas se tenir et poursuivaient M. le Maire d'on ne sait quelle vindicte personnelle. Pour eux, il ne fallait surtout pas gêner le maire qui avait tout de même, rendez-vous compte, plus de 40 % de logements sociaux dans sa ville, et tant pis si des familles, des enfants n'avaient pas un toit digne de ce nom sur la tête, tant pis pour les familles entassées dans les hôtels meublés. Qu'ont-t-ils à dire aujourd'hui, maintenant que la justice a tranché, tous ces politiciens soucieux de ménager une majorité municipale que les cris des manifestants mal-logés perturbaient les samedis après-midi ?

Forts de notre bon droit, nous n'avons pas lâché, notre langage reste le même : plus une seule famille mal-logée à Alfortville ! Plus un seul taudis ! Un toit décent pour toutes et tous ! Protection des enfants ! Plan de relogement en HLM de toutes les familles mal-logées et sans logis d'Alfortville et fermeture des hôtels meublés !

Voilà ce que commande l'ordre public.

La justice s'est prononcée

M. le Maire, et avec lui tous ceux qui ont voté l'arrêté municipal, ont violé la démocratie communale, la démocratie tout court. Ils ont piétiné un droit fondamental, celui de manifester. En bafouant ce droit inaliénable, le maire a violé la loi de la République, il a commis un abus de pouvoir manifeste.

Le Tribunal a donc annulé l'arrêté qui interdisait nos manifestations et condamné le maire aux dépens.

Victoire de la démocratie

Nous ne saurions trop conseiller à M. le Maire de tirer les enseignements de cette histoire et de comprendre qu'il s'est fourvoyé, qu'il faut au contraire tendre la main aux familles mal-logées, aux familles de salariés, aux mères de famille, les recevoir et les aider à se loger dignement dans le parc des logements sociaux.

Il n'est en le pouvoir de personne de nous interdire de manifester et de continuer notre combat aux côtés des mal-logés.

Modifié le mercredi 16 janvier 2008

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
